

## Premier trimestre 2013 : le climat ne s'arrange pas

L'activité économique régionale se replie encore au premier trimestre 2013, dans un contexte où des facteurs climatiques défavorables se sont ajoutés à une conjoncture économique déjà bien atone. La consommation des ménages et la demande extérieure adressée aux entreprises sont en recul.

La production industrielle se dégrade. La plupart des secteurs industriels perdent des emplois permanents. De même, l'activité de la construction est affectée par le repli de la construction neuve : c'est dans ce secteur que les effectifs salariés décroissent le plus.

Les investissements des entreprises se contractent du fait à la fois d'un appareil productif peu sollicité, de perspectives de demande peu favorables et de taux de marge des entreprises nettement en baisse. Les dépenses en construction et en matériels de transports en sont plus particulièrement touchées. Les ménages ont eux aussi limité leurs achats d'automobiles et diminué leurs dépenses en services, notamment en hébergement et en restauration.

L'emploi régional baisse de 0,1 %, en dépit d'un rebond du travail intérimaire. Les hausses d'emploi dans le commerce et les services marchands ne suffisent pas à compenser les baisses dans la construction et dans l'industrie. Le taux de chômage reste stable à 9,7 % de la population active (contre 10,4 % en moyenne en France métropolitaine). Sur un an, il a augmenté de 0,7 point. Fin mars, 102 700 demandeurs d'emploi étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Basse-Normandie.

*Alain COËNON, Anne-Solange GONY, Matthieu BOIVIN, Insee Basse-Normandie*

### Le contexte international

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, l'activité dans les pays avancés (+ 0,4 % après 0,0 %) a rebondi comme attendu. Elle a en revanche été décevante dans les économies émergentes, notamment en Chine. En particulier, l'accélération de l'activité a été nette au Japon grâce au redémarrage des exportations et aux États-Unis, soutenue par une consommation des ménages particulièrement dynamique malgré le durcissement fiscal.

Dans la zone euro, l'activité s'est repliée, pour le 6<sup>e</sup> trimestre consécutif, à un rythme toutefois moindre qu'au trimestre précédent (- 0,2 % après - 0,6 %). Les situations nationales sont contrastées : l'activité allemande a seulement rebondi de 0,1 % et les importations allemandes se sont nettement repliées. L'activité a reculé en France (- 0,2 %) et encore plus en Espagne et en Italie (- 0,5 % et - 0,6 %).

L'activité mondiale devrait rester robuste d'ici fin 2013, avec un dynamisme sans excès dans les économies émergentes, une expansion aux États-Unis (autour de + 0,5 % par trimestre) et plus encore au Japon (+ 0,6 % par trimestre). L'activité dans la zone euro devrait connaître aussi un léger mieux d'ici fin 2013 (+ 0,1 % par trimestre).

### Le contexte national

En France, le PIB a reculé de 0,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, pour le 2<sup>e</sup> trimestre consécutif. Les exportations ont reculé (- 0,4 % après - 0,7 %), en raison notamment de la forte baisse des importations allemandes, et la consommation des ménages a stagné (- 0,1 % après + 0,1 %), malgré la forte progression des dépenses des ménages en énergie (+ 5,0 %), du fait des températures plus rigoureuses qu'à l'habitude début 2013. Côté offre, la production manufacturière a continué de se replier (- 0,1 % après - 2,1 %) et l'activité a ralenti dans les services, pénalisée par le manque de vigueur de l'activité industrielle et de la demande des ménages.

D'ici fin 2013, la demande intérieure continuerait de manquer de tonus, mais le recul de l'activité s'interromprait néanmoins. Ainsi, au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, grâce au rebond des exportations (+ 1,3 %) et à la reconstitution des stocks dans l'industrie manufacturière, l'activité se redresserait (+ 0,2 % après - 0,2 %). En 2013, le pouvoir d'achat des ménages se stabiliserait. Il bénéficierait de la baisse marquée de l'inflation mais resterait pénalisé par la dégradation du marché du travail : d'ici fin 2013, plus de 110 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage dépasserait 11,0 %.

## La baisse de l'emploi salarié permanent se prolonge

Après une baisse marquée les trois trimestres précédents, l'emploi salarié non agricole bas-normand décline encore sensiblement au premier trimestre 2013 (- 0,1 %). Comme au trimestre précédent, cette nouvelle dégradation s'explique en totalité par une diminution des effectifs permanents (- 0,1 %). C'est encore dans la construction, où l'atonie des mises en chantier de logements neufs continue de se faire ressentir, que les effectifs salariés décroissent le plus : 400 emplois y sont détruits (- 1,1 %). L'industrie perd 640 emplois permanents (- 0,7 %). En revanche le commerce crée 400 emplois (+ 0,6 %). Le tertiaire marchand hors intérim gagne quant à lui 260 emplois. Les pertes d'emploi dans les activités financières, immobilières et de transport sont compensées par les embauches dans les autres secteurs, notamment dans les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien. Enfin, l'intérim, principale variable d'ajustement de l'emploi aux variations conjoncturelles, continue de résister (+ 1,7 %).

Des trois départements bas-normands, c'est dans l'Orne que les pertes d'emploi salarié permanent des secteurs marchands non agricoles sont les plus importantes (- 0,8 %). Dans le Calvados et dans la Manche, les effectifs salariés permanents restent quasi stables. Dans ces deux départements les gains d'emploi dans le commerce et les services marchands hors intérim compensent les pertes des autres secteurs. Seule différence : l'intérim progresse dans la Manche alors qu'il diminue dans le Calvados.

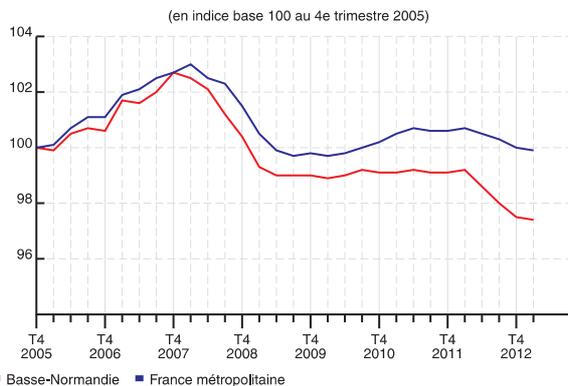
L'emploi salarié en Basse-Normandie est donc toujours loin de retrouver son niveau d'avant la crise. Depuis le pic du quatrième trimestre 2007, près de 17 000 emplois ont été détruits, pour une large majorité dans l'industrie et l'intérim.

## Le chômage se stabilise

Au premier trimestre 2013, en Basse-Normandie, le taux de chômage localisé s'établit à 9,7 % de la population active, soit au même niveau que le trimestre précédent. Le taux de chômage bas-normand reste ainsi à son plus haut niveau depuis 1999. Il est toutefois inférieur de 0,7 point au taux de chômage métropolitain au sens du BIT (10,4 %). Sur un an, de mars 2012 à mars 2013, le taux de chômage augmente de 0,7 point en Basse-Normandie, soit légèrement moins qu'en France métropolitaine (+ 0,9 point).

Au premier trimestre, le Calvados enregistre le taux de chômage localisé le plus élevé (10,3 %) des trois départements bas-normands. Dans l'Orne, il s'établit à 9,9 % de la population active. La Manche présente quant à elle le taux le plus faible (8,8 %). Sur les douze derniers mois, le taux de chômage localisé augmente dans tous les départements de Basse-Normandie. Si la hausse est de même ampleur dans le Calvados et l'Orne (+ 0,8 point), elle est un peu moins prononcée (+ 0,6 point) dans la Manche.

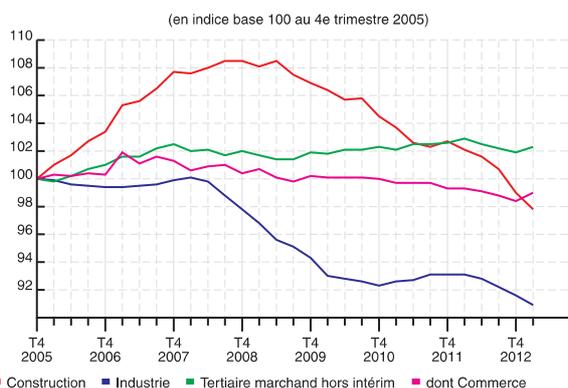
## Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.  
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

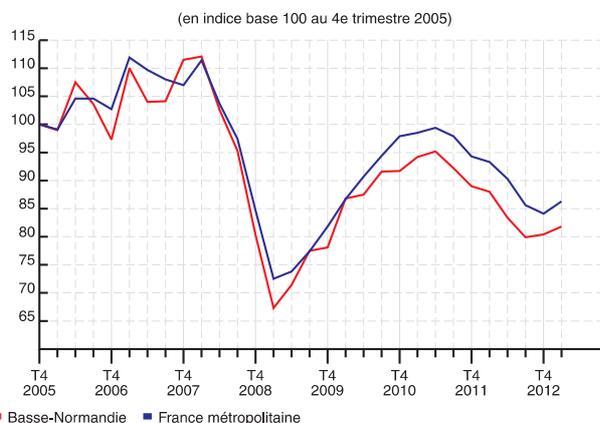
## Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Basse-Normandie



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.  
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

## Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.  
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

La relative stabilité du taux de chômage régional est à nuancer par l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi (DEFM) inscrits à Pôle emploi : + 2 % fin mars 2013 par rapport à fin décembre 2012, soit 2 000 demandeurs d'emploi supplémentaires (+ 2,6 % en moyenne métropolitaine). Dans la région, cette progression des DEFM concerne principalement les seniors (+ 3,1 %). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus augmente également (+ 2,8 %). En revanche celui des moins de 25 ans reste stable (+ 0,1 %).

Au total, fin mars 2013, 102 700 Bas-Normands sont inscrits à Pôle emploi.

### Reprise de la construction de logements collectifs

Au premier trimestre, la conjoncture reste défavorable dans l'industrie du bâtiment, accentuée par les conditions météorologiques qui ont fortement ralenti la production des entreprises du secteur.

Conformément aux prévisions, l'activité sur le marché du neuf reste mal orientée. Alors que la construction de logements collectifs tend à se redresser, les mises en chantier de maisons individuelles sont particulièrement faibles. Avec 796 logements individuels commencés au 1<sup>er</sup> trimestre (en date de prise en compte), le niveau d'activité n'a jamais été aussi faible depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 1998.

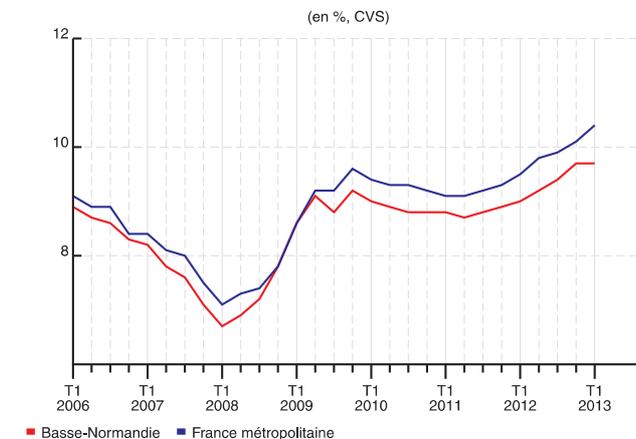
En revanche, sur le marché de l'entretien-amélioration, l'activité se maintient. Elle est portée par la mise aux normes des bâtiments au handicap et au vieillissement, et par l'installation d'équipements de chauffage performants.

Globalement, la durée moyenne des carnets de commande reste inchangée à 4,2 mois. Ainsi, comme au trimestre précédent, plus d'une entreprise sur deux est en capacité d'augmenter sa production avec ses moyens actuels.

Faible activité et concurrence accrue orientent les prix à la baisse ce qui réduit d'autant les marges. Contraintes dans leurs délais de paiement plus courts que ceux de leurs clients, près de 50 % des entreprises du secteur rencontrent des difficultés de trésorerie.

Le léger redressement des autorisations de permis de construire des logements individuels n'empêche pas les entrepreneurs d'être pessimistes pour les prochains mois. L'activité dans le second œuvre devrait se maintenir : les dépenses d'amélioration et d'entretien de l'habitat pourraient être dopées par anticipation de la hausse de la TVA au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Seul le secteur des travaux publics anticipe une progression se son activité du fait d'une demande publique mieux orientée.

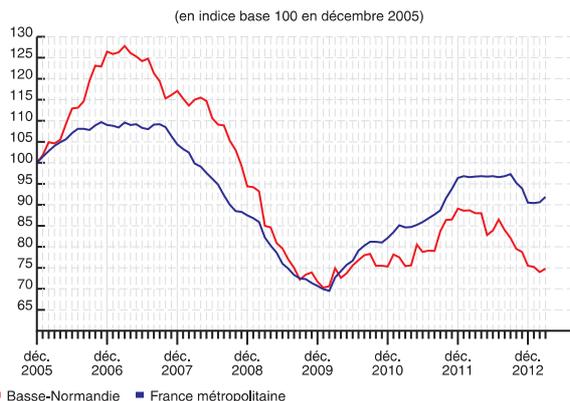
### Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

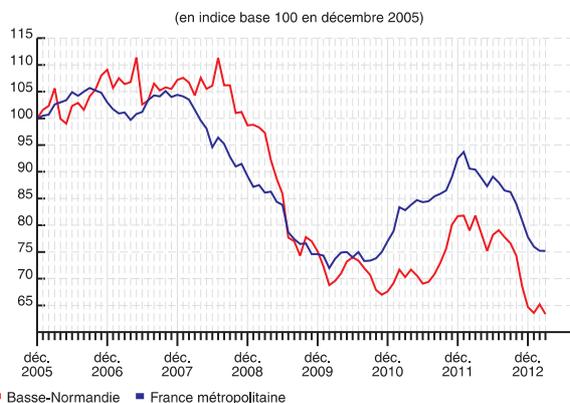
### Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

### Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

## Nouveau recul de la clientèle touristique française

Au premier trimestre, la fréquentation hôtelière a baissé de 6 % par rapport au premier trimestre 2012. La désaffection de la clientèle française (- 10 % de nuitées) n'a pas été compensée par l'augmentation de la clientèle étrangère (+ 29 % de nuitées). La baisse de fréquentation a été très sensible surtout en janvier et en février : - 10 % pour chacun des mois dans chacun des trois départements.

Le taux d'occupation des capacités d'accueil baisse de 42 % à 39 %.

Dans un contexte de nouvelle classification des hôtels, l'offre de chambres par catégorie a largement évolué, entraînant des variations de fréquentation parfois importantes d'une année sur l'autre. Les hôtels de 0-1 étoile ont connu une baisse de fréquentation de 30 %, équivalente à la diminution de l'offre. En revanche, les hôtels de 2-3 étoiles enregistrent une baisse de fréquentation de 10 %, soit davantage que l'offre de chambres (- 6 %). La forte augmentation de la fréquentation dans les hôtels de 4 et 5 étoiles (+ 65 %), n'est pas à la hauteur du doublement de l'offre de chambres.

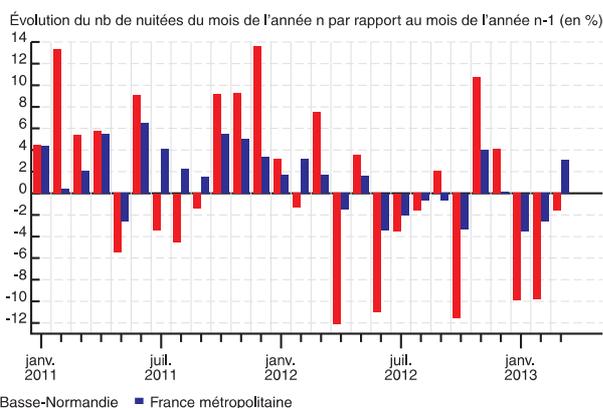
Au niveau France métropolitaine, la fréquentation affiche une baisse beaucoup moins marquée (-0,9 %). Mais les tendances sont les mêmes : baisse de la fréquentation française (- 4 %) et regain de la fréquentation étrangère (+ 7 %).

## Toujours plus de créations hors auto-entrepreneurs

Après s'être stabilisé en fin d'année 2012, le nombre de créations d'entreprises en Basse-Normandie repart à la baisse : 2 068 nouvelles entreprises ont vu le jour au premier trimestre (- 2,2 % contre + 4,9 % en France métropolitaine). Derrière ce recul des créations se cachent deux tendances contraires. Les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs affichent une hausse pour le troisième trimestre consécutif (+ 5 % contre + 6,8 % en France métropolitaine). Cette progression provient principalement des créations d'entreprises individuelles, qui augmentent fortement dans les trois départements bas-normands. Inversement, les créations d'entreprises sous le régime d'auto-entrepreneur se réduisent pour le quatrième trimestre d'affilée (- 7,8 % contre une hausse de 3,4 % en France métropolitaine). Les auto-entreprises représentent toujours malgré tout plus de la moitié des créations, tant en Basse-Normandie que sur l'ensemble du territoire national.

En données mensuelles brutes à la date de jugement cumulées sur un an, les défaillances d'entreprises bas-normandes sont en recul de 2,1 % au mois de mars 2013 (contre - 0,9 % en France métropolitaine).

## Évolution de la fréquentation dans les hôtels

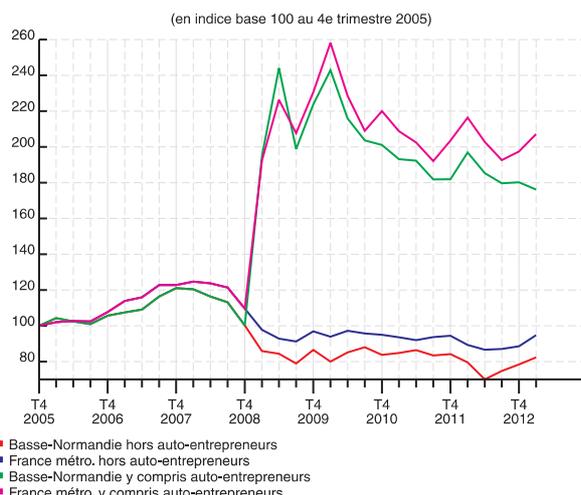


Note : données mensuelles brutes.

Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réropolées.

Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux

## Créations d'entreprises

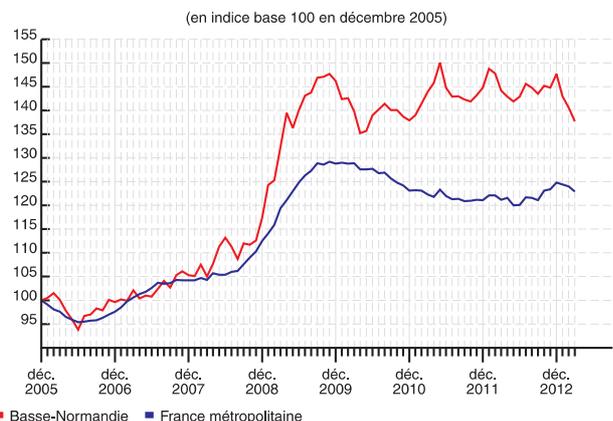


Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

## Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 juin 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France

## L'activité industrielle poursuit son repli

Au premier trimestre 2013, la production industrielle bas-normande continue de se dégrader. A une demande en biens industriels en retrait dans la plupart des secteurs, tant sur le marché français qu'à l'international, s'ajoutent les intempéries neigeuses qui ont fortement perturbé l'économie régionale. Les carnets de commandes des industriels sont peu consistants ; les stocks étant gérés au plus près, la production se replie. Ainsi, le taux d'utilisation des capacités de production, toujours très en deçà de sa moyenne de longue période, diminue encore par rapport au trimestre précédent.

Dans l'industrie automobile le niveau des carnets de commande est préoccupant et les effectifs ont encore été réduits.

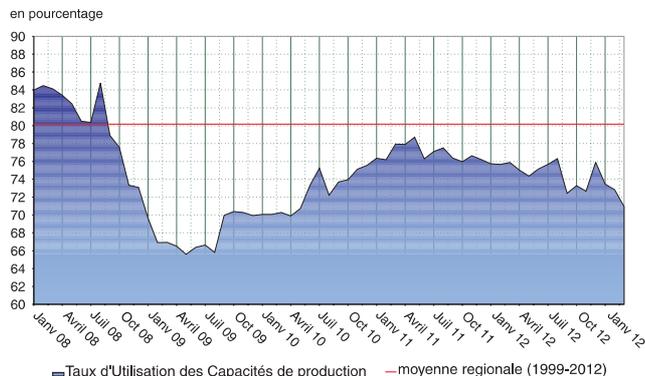
Dans l'industrie agro-alimentaire, l'activité progresse légèrement. D'une part, la production de l'industrie laitière augmente, notamment grâce à l'export. Néanmoins la hausse du prix des matières premières affectant les coûts de production n'a pas été entièrement répercutée dans les prix de vente à la grande distribution. Au final, sur l'ensemble du trimestre, le chiffre d'affaires se stabilise après une forte croissance au quatrième trimestre (+ 4,4 %).

D'autre part, les industriels de la viande s'en sortent beaucoup mieux dans la région qu'en France, malgré le scandale de la viande chevaline et le recul de la demande. Leur chiffre d'affaires s'accroît de 4,0 % tandis qu'il baisse de 2,3 % au niveau national.

Dans le secteur des équipements électriques et électroniques, l'activité est en retrait au premier trimestre malgré une demande externe en progression dans les industries de pointe. Dans le secteur des autres produits industriels, l'activité a globalement fléchi.

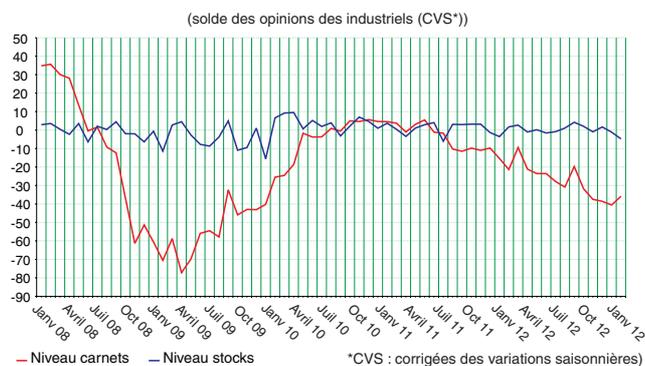
Cependant, les chefs d'entreprises conservent un certain optimisme, envisageant une augmentation de la production pour rattraper les retards accumulés lors des épisodes neigeux du premier trimestre. Dans le secteur des matériels de transport, l'activité a repris en avril, avec la fabrication de nouveaux modèles et l'anticipation des jours chômés de mai.

## Utilisation des capacités de production



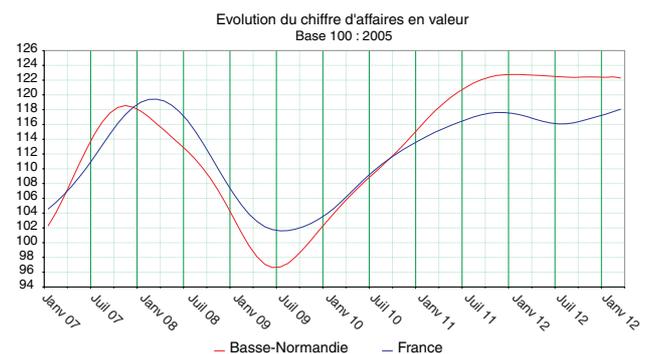
Source : Banque de France

## Situation des carnets de commandes et des stocks de produits finis dans l'industrie



Source : Banque de France

## Chiffre d'affaires dans l'industrie laitière



Source : Insee, DGFip